



Compte rendu du débat public sur la santé et le social

20.02.2013, Salle Louis-Valencien

Thônex

Santé et social. Tels étaient les thèmes de la quatrième discussion qui réunit les quatre candidats socialistes au Conseil d'Etat. Un des six axes forts du programme, car, comme l'a rappelé le Président Romain de Sainte Marie, tant l'accès aux soins que la précarité sont au cœur des préoccupations de la population. Et de rappeler que lorsqu'il était Conseiller municipal à Thônex, le nombre de jeunes à l'aide sociale a explosé.

« En préambule, je trouve que la séparation de la santé et du social au sein des Départements comme c'est le cas à l'heure actuelle est une hérésie. » La Conseillère administrative Sandrine Salerno a donné le ton. Sans tomber dans la critique systématique des Conseillers d'Etats en charge de la santé ou du social, les quatre candidats ont été extrêmement sévères, préoccupés et offensifs dans ces deux secteurs. « Chacun doit avoir sa place dans la société », a martelé la députée Anne Emery-Torracinta.

Une place qui se détermine dès le plus jeune âge : « Il y a un manque criant de places de crèche, a rappelé le député Roger Deneys. La crèche est une plus-value en matière sociale. Le fait que mes enfants y sont allés m'a convaincu des atouts en terme éducatif. Il y a une inégalité entre les communes en matière d'offre qu'il faut aplanir. Toutes ne jouent pas le jeu. »

Le hasard des questions a amené le conseiller administratif de Vernier, Thierry Apothéloz, de parler des jeunes qui sortent de l'école, dotés d'une formation ou non. « La demande de l'aide sociale a augmenté de 32% en trois ans, a rappelé le candidat citant les chiffres de l'Hospice général. L'accès à l'aide sociale a en plus été restreint par le gouvernement actuel. Il y a des populations plus vulnérables à la précarité, dont les jeunes. Ceux sans formation sont surreprésentés. Actuellement, il y a à Genève 1000 jeunes dont nous ignorons ce qu'il font. Il faut absolument assouplir les conditions d'accueil, de barème à l'aide sociale, tout en renforçant le dispositif de formation auprès d'eux. Il faut revoir tout le dispositif qui amène ces jeunes dans la voie de l'insertion professionnelle. »

Et Anne Emery-Torracinta de renchérir : « Avant l'aide sociale, il y a l'assurance chômage. Or la révision acceptée par le peuple mais refusée au niveau genevois, limite la durée des prestations, durcit les conditions d'entrée. De plus, c'est une manière pour la Confédération de se décharger sur les Cantons. Il faut absolument que cela cesse. » Pour Sandrine Salerno, ces transferts de charges ne sont ni plus ni moins « le résultat du manque d'implication des élus cantonaux genevois à Berne. » Et d'aborder ainsi le thème de la santé : Car si, dans cette matière les compétences sont fédérales, les élus cantonaux ne doivent pas se résigner à accepter un système de santé à deux vitesses, ce que les quatre candidats refusent de manière catégorique. Et de rappeler que le Canton dispose d'outils de prévention, en matière de soins dentaires, ou de santé publique telle que l'obésité par exemple. « La santé n'est pas un problème, comme c'est présenté par le gouvernement actuel, c'est un capital auquel chacun a droit. »